

 Schweizerische Eidgenossenschaft Confédération suisse Confederazione Svizzera Confederaziun svizra	Manuel technique exploitation (Entretien courant des routes nationales)  <b>Fiche technique</b> Service technique	<b>26 010-05011</b>
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  <b>Office fédéral des routes OFROU</b>	<b>Evacuation de véhicules parqués illicitement sur les aires de repos</b>	V1.00 10.06.2014 L041-2275
Division Infrastructure routière I		page 1 sur 1

## Table des matières

1	Problématique.....	1
2	Procédure .....	1

## 1 Problématique

Les places de parc disponibles sur les aires de repos servent au repos de courte durée des usagers de la route. Il arrive pourtant, de manière répétitive, que des véhicules soient stationnés sur ces places pour une longue durée ou même définitivement abandonnés. La procédure d'action de l'OFROU, respectivement de l'unité territoriale, est décrite ci-après.

## 2 Procédure

Si, dans le cadre de ses activités pour les routes nationales, l'unité territoriale constate la présence d'un véhicule abandonné (avec ou sans plaque d'immatriculation), la police compétente doit **toujours** être informée. Selon l'article 57a, paragraphe 2 de la loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (RS 741.01), cette dernière assure le service d'ordre et de sécurité sur le tronçon qui lui est attribué et fait les recherches nécessaires. Lors d'infractions de toute nature, elle prend les mesures urgentes qui s'imposent sur l'autoroute et ses abords. Cas par cas, la police décide de la procédure à adopter, basée sur ses propres bases légales. Tous les coûts occasionnés par la procédure (par ex. le remorquage) sont habituellement à la charge du détenteur fautif. L'OFROU ne peut pas être contraint de participer à ces coûts. Aucun coût ne peut notamment être facturé à l'OFROU pour l'élimination de véhicules bons pour la casse. En ce qui concerne les véhicules devant être évacués des aires de repos, la législation sur la protection de l'environnement (loi fédérale sur la protection de l'environnement, ainsi que les dispositions d'exécution du droit cantonal) est applicable. En principe, la loi sur la gestion des déchets fait une différence entre les déchets urbains et les autres; les véhicules bons pour la casse tombent dans la catégorie "autres déchets". Selon l'article 31c, paragraphe 1 de la loi sur la protection de l'environnement du 7 octobre 1983 (LPE; RS 814.01), les autres déchets doivent être éliminés par le détenteur. La répartition des coûts se répartit selon l'article 32, LPE. Selon ces dispositions, le détenteur des déchets devrait assumer le coût de leur élimination (paragraphe 1). Si le détenteur ne peut être identifié ou s'il est dans l'incapacité pour cause d'insolvabilité d'assumer ces frais, les cantons assument le coût de l'élimination (paragraphe 2). Cela ne joue ici aucun rôle qu'un tel véhicule ait été indûment déposé sur une parcelle des routes nationales.